

Income Inequality, Governance and Economic Growth: The Case of EMCCA Countries

Joseph DJAOWE¹

Abstract

The Objective of this article is to assess the impact of governance and the Income Inequality on the economic growth in the six states, members of the Economic and Monetary Community of Central Africa (EMCCA) involved in the emergence process. The bad results recorded by the economies of the sub-region these years can be partially explained by the quality of governance associated with unequal reallocation of the resources. Despite the natural resources these countries are provided with, it is established that the rampant poverty situation is rapidly increasing and particularly affecting more rural areas than urban ones. Most of the theoretical as much as empirical surveys carry out controversial results on the connection between the disparity and the growth. From the data econometric analysis of some sample groups during the 1990-2015 period, the results' assessments of the dynamic panel show that: (1) The Income Inequality affects negatively the economic growth in the EMCCA Countries, (2) The composite index of governance positively affects the growth rate of the effective Gross Domestic Product (GDP) individually and (3) The interaction between the disparity income and governance hampers the economic growth.

Keywords: Income Inequality, Governance, Economic Growth, Dynamic Panel, EMCCA Countries

JEL Classification : D31, O47, C23, O55

1. Introduction

Selon le FMI (2015) les inégalités de revenu sont plus importantes en Afrique subsaharienne que dans les autres régions (à la seule exception de l'Amérique latine et des Caraïbes). Stiglitz (2012) observe qu'aux Etats-Unis « les inégalités de revenu ont retrouvé le niveau record des années 1920. Les 1% les plus riches ont accaparé plus de 65% de l'accroissement du revenu national de 2002 à 2007 »². De même Pearson et al. (2008) soulignaient une recrudescence de l'inégalité dans les pays de l'OCDE : les revenus des 10% les plus riches sont supérieurs de 9% aux revenus des 10% les plus pauvres. Les inégalités de revenus et la pauvreté relative se sont aggravées ces vingt dernières années dans au moins trois quarts des pays de l'OCDE. En lisant le livre de Piketty (2013) « *le capital au XXIe siècle* », on serait tenté de conclure que le monde n'a jamais été aussi inégal depuis le XVIIIe siècle. Cette conclusion contraste avec celle de A. Deaton (2013) dont le titre du livre « *The Great Escape : Health, Wealth and the Origins of Inequality* » considère que le monde aujourd'hui est plus égal que jamais. L'analyse de Deaton est faite sur une base mondiale. Pour expliquer sa conclusion, il est parti du fait qu'au cours des dernières années, plusieurs milliards de personnes ont échappé à la pauvreté (exemple de l'Asie) par rapport aux siècles antérieurs. Par contre Piketty (2013) conclut qu'il existe une très grande inégalité à l'intérieur des pays et plus particulièrement des pays développés. De même, Morrison et Murtin (2011), en se basant sur des données historiques considèrent que l'inégalité mondiale des revenus a augmenté au XVIIIe siècle entre 1700 et 1820, le coefficient de GINI passant de 47,6 à 49,2%. Ensuite on a enregistré une baisse à la fin du XXe siècle, entre 1992 et 2008.

¹Chargé de Cours, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Ngaoundéré Cameroun, E-mail : jdjaowe@yahoo.fr

² Stiglitz J.E. (2012), Le prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent

Une étude de l'OCDE (2014) affirme que le creusement des inégalités à l'intérieur des pays de l'OCDE touche plus particulièrement les jeunes et les pauvres. Selon cette étude, la distribution des revenus du travail et du capital devient plus inégale. Évaluée par le coefficient GINI, les inégalités de revenus marchands ont progressé d'un point de pourcentage ou plus dans vingt pays de l'OCDE entre 2007 et 2011/2012. La relation entre inégalité de revenus et croissance économique demeure donc un thème très controversé. Avant les années 1990, l'opinion communément répandue était que les inégalités étaient bonnes pour la croissance car incitatives à l'effort et à l'épargne. Les premiers travaux théoriques s'inscrivaient dans cette logique (Kuznets, 1955 ; Kaldor 1956 et Alhuwalia, 1976). Ce premier point de vue a bénéficié largement du contexte de « Trente glorieuses » durant lequel le taux de croissance était très élevé.

À partir des années 1990, un nouvel point de vue va émerger. Les travaux théoriques mais surtout empiriques vont trouver que dans la plupart des cas, les inégalités sont nuisibles à la croissance. Mais vers la fin des années 1990, il y a une remise en cause des résultats des auteurs précédents. Les inégalités affecteraient positivement la croissance (Li et Zou, 1998 et Forbes 2000). Depuis les années 2010, des travaux récents contredisent de nouveau cette relation positive (Castello, 2010 ; Ostry et al. 2014 et Cingano, 2014).

L'objet de la présente étude est d'évaluer l'incidence des inégalités de revenus et de la gouvernance sur la croissance économique dans les six pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) au cours de la période 1990-2015.

Le reste de l'article est structuré comme suit : la seconde section présente la revue de la littérature sur l'impact de l'inégalité de revenus et de la gouvernance sur la croissance économique. La méthodologie utilisée (spécification du modèle, les variables et la source des données) sera présentée à la troisième section. La quatrième section présentera et interprétera les différents résultats obtenus. La dernière section nous permet de conclure.

2. Revue de la littérature

Plusieurs canaux théoriques liant inégalités et croissance ont été identifiés (Bénabou, 1996 ; Allègre, 2015 et D'Arvisenet 2015) : le canal de l'épargne et de l'investissement, le canal des incitations, le canal de l'économie politique, le canal de la cohésion sociale ou de l'instabilité politique et le canal des imperfections du marché de crédit. Malgré la controverse théorique et empirique, un consensus se dégage selon lequel les inégalités ont un impact négatif sur la croissance économique. Pourtant les mythes fondateurs de la pensée développementaliste étaient très optimistes.

2.1. Les mythes fondateurs de la pensée développementaliste

Dollar et Kraay publient en 2002 un article intitulé « growth is good for the poor » dans lequel ils proposent de donner une conclusion définitive à des questions soulevées au cours des années 1990 et qui constituent des mythes fondateurs, le « trickle down development », la courbe en U inversé de Kuznets et le modèle de Kaldor.

2.1.1. La théorie du « trickle down development » ou la théorie du ruissellement

Les tenants de cette théorie envisagent le développement comme un flux de richesses résultant de la croissance économique allant des riches vers les pauvres (de haut en bas). Les riches sont les premiers à bénéficier des fruits de la croissance, puis par un effet distributif (à travers les dépenses publiques ou privées) les pauvres peuvent en bénéficier à leur tour. Les arguments ne manquent pas pour expliquer cet état de choses : les riches bénéficient d'un avantage en termes de capital humain et financier qui leur permet mieux de capter les opportunités économiques qu'offre une croissance positive.

Cette théorie économique d'inspiration libérale suppose que les revenus des individus les plus riches sont en fine réinjectés dans l'économie soit par le biais de la consommation, soit par celui de l'investissement, contribuant ainsi, directement ou indirectement à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société. Il s'agit de la diffusion verticale de la croissance (Daouda, 2010). Dans cette perspective, la priorité c'est le développement économique à partir d'une politique d'industrialisation car c'est dans ce secteur que l'accumulation du capital est la plus rapide et donc les effets de « trickle down » les plus forts.

Selon cette thèse de trickle down la croissance est une condition nécessaire et suffisante pour réduire la pauvreté. L'une des conséquences de cette théorie est qu'une ponction étatique sur les revenus des particuliers transfère simplement une redistribution qui serait naturellement assurée par le jeu de la consommation et de l'investissement des particuliers.

Selon cette théorie, les revenus des individus les plus riches sont réinjectés dans l'économie, par la consommation et par l'investissement, contribuant ainsi au développement de l'activité économique en général, à la création de l'emploi en particulier et donc à l'enrichissement de tous (Buron, 2012). Cette thèse est devenue de moins en moins convaincante depuis les années 1990. On a constaté que lorsque la croissance ralentit, les inégalités progressent et les inégalités peuvent être nocives pour la croissance. Krugman (2014) observe qu'il y a des preuves de plus en plus importantes pour une nouvelle vue sur le lien entre les inégalités et la croissance. Malgré le fait que certains auteurs considèrent que l'argument de Stiglitz (2012) est « qualifié de fable morale », des auteurs comme Ostry et al. (2014) font le même constat que lui. Stiglitz (2012, p. 42) observe qu'aux Etats-Unis « *les riches s'enrichissent, les plus riches s'enrichissent encore plus, les pauvres deviennent plus pauvres et plus nombreux et la classe moyenne se vide- elle voit ses revenus stagner ou diminuer, la distance entre elle et les vrais riches grandissant* ». En effet Stiglitz a émis l'hypothèse selon laquelle, l'inégalité excessive conduit à une performance économique plus faible. Selon lui, la notion de trickle-down (avec sa justification théorique, la théorie de la productivité marginale) a besoin d'être repensée d'urgence. Cette théorie tente à la fois d'expliquer l'existence et la justification de l'inégalité, et pourquoi elle serait bénéfique pour l'économie toute entière. Les inégalités ne s'expliquent pas comme la résultante des « forces du marché », mais comme le fruit des lois, des réglementations et des institutions qui façonnent les marchés.

Pour Ostry et al. (2014), un niveau plus bas d'inégalité est corrélé de façon robuste à une croissance plus rapide et durable pour un niveau de redistribution donné.

2.1.2. La courbe en U inversé de Kuznets

La relation entre un indicateur d'inégalité tel que le coefficient de GINI et le niveau de produit intérieur brut est décrite par une courbe, la courbe de Kuznets en forme d'un U inversé. Selon Kuznets (1955) l'inégalité s'accroît durant les premières phases du développement avant que les structures économiques ne soient suffisamment solides et diminue à mesure que l'économie devient plus développée. Des études empiriques ultérieures ont tenté de vérifier la courbe de Kuznets. Alhuwalia (1976) sur un échantillon de 60 pays développés et en développement a trouvé que l'hypothèse était vérifiée aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement. Papanek et Kyn (1986) ont trouvé que la relation était statistiquement significative mais qu'elle fournissait peu d'explications quant aux variations de l'inégalité entre les pays à travers le temps. De même Anand et Kanbur (1992) ont prouvé également que la relation est très faible à travers le temps. La relation entre inégalités de revenus et la croissance économique est vérifiée avec des données en coupe transversale à un moment donné qu'à travers le temps (Li, Squire et Zou 1998). Les travaux de Deininger et Squire (1996) ne trouvent presque aucun fondement de la relation entre inégalité et les niveaux de revenu.

2.1.3. L'analyse de Kaldor : le canal de l'épargne et de l'investissement

Selon l'hypothèse classique de Kaldor, les inégalités sont bonnes pour la croissance économique parce qu'elles favorisent l'épargne et in fine l'investissement (Kaldor 1956). Les plus aisés ont une propension à l'épargne plus importante, une augmentation des inégalités et de la part dans le revenu national des plus aisés augmente, toutes choses égales par ailleurs, l'épargne et par conséquent l'investissement. Mais pour que ce mécanisme fonctionne, trois conditions doivent être remplies : (1) il faut que l'augmentation du revenu des plus aisés ne s'accompagne pas d'une baisse équivalente de leur épargne, (2) que l'augmentation d'épargne se traduise par une augmentation de l'investissement productif et (3) que l'augmentation de l'investissement se traduise par une augmentation de la croissance. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'augmentation des inégalités pourrait avoir un impact négatif sur la croissance (Summers, 2014). Ceci montre que le modèle de Kaldor est un modèle dérivé du modèle de Harrod.

2.2. Les études empiriques

C'est au plan empirique que les études ont été les plus pléthoriques et les résultats les plus controversés. On peut cependant les regrouper en trois groupes : l'approche consensuelle, l'approche alternative et l'approche sceptique.

2.2.1. La thèse consensuelle : l'inégalité affecte négativement la croissance économique Un certain nombre de travaux menés au début des années 1990, arrivent à la conclusion selon laquelle l'inégalité affecte négativement la croissance (Persson et Tabellini, 1991, 1994 ; Clarke 1992 ; Alesina et Rodrik ; 1994 et Perotti, 1995). Persson et Tabellini (1994) ont testé l'hypothèse selon laquelle, l'inégalité est nuisible pour la croissance. Cette hypothèse n'a été validée que dans les pays développés sur un panel de 9 pays (Autriche, Danemark, Finlande, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni et les Etats-Unis) sur la période 1830-1850 et 1970-1985.

2.2.2. L'inégalité est nuisible pour la croissance parce qu'elle conduit à des politiques qui ne protègent pas les droits de propriété et ne permettent donc pas une appropriation privée des rendements des investissements.

Alesina et Rodrik (1994) ont testé un modèle théorique plus proche de celui de Meltzer et Richard (1981). Selon eux, les citoyens sont inégalement dotés en capital et l'imposition finance à la fois la redistribution et les dépenses publiques. L'augmentation des inégalités de capital augmente le taux d'imposition et réduit la croissance mais seulement pour des niveaux élevés d'imposition. Les deux auteurs ont observé une corrélation négative entre l'inégalité de richesse (ou de revenu) dans un pays et le taux de croissance du PIB par habitant. Dans une régression en coupe transversale, Alesina et Rodrik (1994) ont identifié deux mécanismes qui permettent de mettre en évidence la corrélation négative :

- Le mécanisme politique selon lequel une inégalité élevée conduit à une forte pression de la part de la majorité de la population, pour une redistribution à travers une imposition progressive ;
- Le mécanisme économique selon lequel un taux d'imposition élevé sur le revenu du capital conduit à un faible taux après impôt sur le rendement de l'épargne.

Sur un échantillon de 71 pays sur la période 1960-1985, Alesina et Perotti (1994-1995, 1996) ont identifié une relation inverse entre l'inégalité de revenu et la croissance. Les deux auteurs ont pris en compte un indicateur de gouvernance, à savoir l'instabilité politique. Considérée comme résultat de l'inégalité de revenu, elle crée l'incertitude sur le plan politico-économique et réduit ainsi l'investissement.

Critiquant les travaux antérieurs qui ont trouvé une relation négative entre inégalité et croissance économique, Knowles (2001) reprend le modèle du type Barro (2000). Il refait une estimation qui lui permet de trouver une corrélation négative et significative entre l'inégalité (correctement mesurée) et les dépenses et la croissance économique pour un échantillon de pays en développement.

Dans le même ordre d'idées, Easterly (2002) au lieu de chercher une corrélation entre inégalité de revenu et croissance économique, teste plutôt une relation empirique entre inégalité et développement économique de long terme. Dans une analyse en coupe transversale, il trouve qu'une inégalité élevée constitue une barrière au développement des mécanismes par lesquels une prospérité peut être atteinte. En conclusion, il y a une relation négative entre inégalité et développement économique.

2.2.3. La thèse alternative : l'inégalité affecte positivement la croissance économique

Selon l'approche alternative, il y aurait une relation positive entre l'inégalité de revenu et la croissance. Forbes (2000) lance un défi à une croyance largement répandue selon laquelle l'inégalité de revenu a un impact négatif sur la croissance économique. Il utilise un ensemble de données améliorées qui, non seulement réduit l'erreur de mesure, mais permet également une estimation sur données de panel. Les résultats suggèrent qu'à court comme à moyen terme, un accroissement du niveau de l'inégalité de revenu a une relation positive significative avec la croissance économique.

Cette conclusion corrobore celle de Partridge (1997), Galor et Tsiddon (1997), Li, Squire et Zou (1998) et Garbis (2005).

Partridge (1997), mène une étude en données de panel avec un échantillon de 48 pays sur la période 1960-1990. Il trouve que l'inégalité est corrélée positivement et significativement à la croissance. Ce résultat implique qu'un pays avec une inégalité économique élevée connaît une croissance économique élevée, contrairement aux études en coupe transversale nationale (Alesina et Rodrik, 1994 ; Persson et Tabellini, 1994).

Galor et Tsiddon (1997) ont développé deux modèles théoriques selon lesquels l'inégalité et la croissance pourraient être positivement liées.

Dans leur modèle de 1998, Li et Zou montrent que l'inégalité de revenu peut théoriquement être liée à une croissance économique plus élevée si la consommation publique est un argument de la fonction d'utilité. Empiriquement ils trouvent que l'inégalité de revenu est positivement et significativement associée à une croissance économique. Ce résultat contraste les résultats de l'approche consensuelle.

Dans le même sens, Li, Squire et Zou (1998) ont essayé de vérifier deux propositions selon lesquelles (1) l'inégalité de revenus est relativement stable à l'intérieur des pays et (2) elle varie significativement d'un pays à un autre. Une nouvelle base de données plus large constitue un bon support pour vérifier ces propositions. En utilisant deux canaux de transmission : le canal de l'économie politique et celui des imperfections du marché des crédits, les trois auteurs (Li, Squire et Zou, 1998) soutiennent que la courbe de Kuznets explique mieux la relation entre l'inégalité de revenus et la croissance économique.

Dans une étude ultérieure, Garbis (2005) examine empiriquement une relation entre inégalité et croissance et analyse l'impact de la croissance, de l'inégalité et des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté. Le panel de cette étude comprend 82 pays (dont 12 pays de l'Afrique au Sud du Sahara) et la période d'estimation couvre 1965-2003. Les résultats empiriques des estimations remettent en cause l'hypothèse selon laquelle l'inégalité de revenu a un effet négatif sur la croissance. Ces résultats confirment ainsi la validité de la courbe de Kuznets.

2.2.4. La thèse sceptique : la relation entre inégalité et croissance est ambiguë ou inexistante

Barro (2000) montre qu'une inégalité élevée affecte négativement la croissance dans les pays pauvres et par contre elle est favorable à la croissance dans les pays riches. La conclusion de Barro semble confirmer la courbe en U inversé de Kuznets.

Cogneau et al. (2002) estiment que la relation entre inégalités et croissance à l'échelle macroéconomique des pays est une relation introuvable. Selon eux, il y a absence d'une relation robuste allant des inégalités des revenus vers la croissance du produit par tête ou vers l'investissement physique ou humain. Par contre une relation de causalité inverse, conforme à la philosophie de la courbe de Kuznets paraît mieux assise.

Dans leur modèle, Banerjee et Duflo (2003) utilisent des méthodes non-paramétriques pour montrer que le taux de croissance est une fonction en U inversé des changements nets de l'inégalité : des variations de l'inégalité sont associées à une croissance réduite dans la période suivante. Cette courbe en U inversé est cohérente avec un modèle d'économie politique mais elle peut aussi refléter la nature des erreurs de mesure. Ils concluent que la non-linéarité est suffisante pour expliquer pourquoi les estimations antérieures de la relation entre le niveau de l'inégalité et la croissance sont aussi différentes d'un cas à un autre.

Pagano (2004) utilise une analyse en données de panel de 137 pays (riches et pauvres) sur la période 1950-1999 et teste un modèle ambivalent. L'inégalité cause la croissance au sens de Granger avec un coefficient négatif. Cependant, la croissance affecte positivement l'inégalité au sens de Granger. Quantitativement, le premier effet est plus important que le dernier. L'inégalité retardée est corrélée positivement avec la croissance dans le sous-groupe de pays riches tandis qu'elle est corrélée négativement et significativement avec la croissance dans les pays pauvres.

Voitchovsky (2005) utilise des données de panel (21 pays, période 1975-2000) comparables sur le revenu disponible et ses résultats montrent que l'inégalité des revenus les plus élevés est positivement associée à la croissance. Cependant, l'inégalité des faibles revenus est négativement reliée à la croissance. Ces résultats mettent l'accent sur les limites potentielles d'une exploration de l'impact d'une distribution de revenus sur la croissance en utilisant une simple mesure statistique d'inégalité. En somme la relation entre inégalité et croissance économique est plus complexe.

Panizza (1999), trouve également dans le cas des Etats-Unis des résultats controversés. En critiquant la pauvre qualité des données sur la distribution des revenus, il teste la robustesse des résultats en données transversales et utilise une base de données en coupe transversale plus appropriée. Les données provenant de 48 Etats fédérés des Etats-Unis confirment la relation négative entre l'inégalité de revenus et la croissance économique. La même base de données est utilisée pour des estimations structurelles et teste plusieurs canaux possibles liant l'inégalité et la croissance. Bien que les résultats ne soient pas aussi robustes comme dans le cas précédent, il trouve quand même une preuve empirique, mettant ainsi en évidence le canal fiscal liant inégalité et croissance.

Castello (2010) teste empiriquement l'effet de la double inégalité (capital humain et revenu) sur la croissance économique dans différentes régions du monde. Il trouve que l'effet de l'inégalité dépend du niveau de développement de la région. Sur un panel de 5 pays composé de pays développés et non développés il trouve que l'inégalité de revenu et l'inégalité du capital humain affectent négativement la croissance économique dans l'ensemble des pays de l'échantillon. Mais cependant cet effet disparaît ou devient positif dans les pays à revenu élevé.

De tout ce qui précède, nous émettons la première hypothèse **H1 selon laquelle l'inégalité de revenus affecte négativement la croissance économique dans les pays de la CEMAC.**

2.2.5. Le rôle de la gouvernance dans la relation inégalité de revenus et croissance économique

La gouvernance est un concept complexe à définir. Certains l'apprécient sous la triple dimension politique, économique et institutionnelle. Ainsi les études récentes mentionnent la gouvernance des entreprises, la gouvernance locale, la gouvernance mondiale, la gouvernance des politiques monétaires etc. (Ahou, 2015). Mais tout le monde s'accorde à définir la gouvernance comme le processus, institutions et pratiques à travers lesquels les fonctions de l'Etat sont exécutées.

Les variables de la gouvernance ont été prises en compte par plusieurs auteurs dans la relation inégalité et croissance économique (Murphy et al., 1991, 1993 ; Mauro, 1995 ; Barro, 1999 ; Li-Xu-Zou, 2000 ; Giyimah-Brempong, 2002 et Rose-Akerman, 2004)

La plupart des études montrent que la mauvaise gouvernance exacerbe la relation entre inégalité et croissance. Mais elles se focalisent beaucoup plus sur les aspects corruption (considérée comme un crime économique) ou instabilité politique, dont les résultats ne peuvent être que partiels. Une croissance économique plombée par la corruption est néfaste pour les pauvres (Rose-Akerman, 2004). La qualité de la gouvernance est souvent considérée comme une des principales faiblesses institutionnelles des pays en développement.

La réalité montre que, malgré les efforts déployés par les différents gouvernements et les institutions internationales, la pauvreté multidimensionnelle ne fait que grimper, le taux de chômage des jeunes monte toujours en flèche, la vulnérabilité des ménages et l'augmentation des privations persistent, etc.

Selon Rose-Akerman (1997), des institutions publiques fortes et des niveaux faibles de corruption peuvent accélérer la croissance économique dans un pays. Des économistes de développement ont longtemps reconnu que les politiques gouvernementales et les institutions sont importantes pour la croissance (Olson, 1982).

Selon certains auteurs, la corruption réduit la croissance. La qualité des institutions est indispensable pour l'accélération du rythme de la croissance et atténuée par conséquent la pauvreté (Mauro, 1995 ; Mo, 2001 et Gupta et Davoodi et Alonso-Terme, 1998).

Mauro (1995) utilise trois indices : l'indice de la corruption, l'indice de la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique pour montrer que la corrélation avec la croissance et l'investissement est positive.

Kaufmann et Kraay (2002), après avoir admis qu'il y a une corrélation positive entre le revenu par tête et la qualité de la gouvernance, scindent cette corrélation en deux : (1) un effet positif causal robuste entre une meilleure gouvernance vers plus de revenus par tête et (2) un effet faible et négatif de revenus élevés vers la gouvernance. Le premier résultat confirme la théorie du développement économique et le second résultat montre qu'il n'y a pas de cercle vertueux allant des revenus élevés vers une amélioration de la gouvernance plus particulièrement dans les pays latino-américains et caribéens durant la période 2000-2001.

La seconde thèse avance que la corruption est un stimulant de la croissance économique et que les pots-de-vin peuvent jouer un rôle positif dans la promotion du développement des entreprises. Dans un environnement miné par la corruption, avec des lourdeurs administratives et des tracasseries de différentes natures, les hommes d'affaires peuvent utiliser ce phénomène pour échapper à l'inertie (Acemoglu et Verdier, 1998 ; Huntington, 1968 ; Leff, 1964 et Lui, 1985).

Selon certains auteurs (Amaira, 2012 et Clerc & Kempf, 2006), d'un point de vue théorique et empirique plusieurs études montrent l'existence d'une relation limitée entre le cadre institutionnel et la croissance du produit intérieur brut par tête. Différents économistes ont affirmé qu'une des raisons principales pour laquelle les taux de croissance sont différents entre les pays est que la qualité de l'environnement économique dans lequel les agents opèrent est différente. Cet environnement comprend les lois, les institutions, les règles, les politiques et les régulations gouvernementales du pays.

Li et al. (2000) ont montré comment la corruption affecte la distribution de revenu et la croissance. Ils ont trouvé trois résultats : (1) la corruption affecte la distribution de revenu dans une forme en U inversé, (2) la corruption seule explique dans une large mesure le différentiel de l'indice GINI entre pays en développement et pays industrialisés et (3) après la correction des erreurs de mesure, la corruption retarde toujours la croissance économique.

Gyimah-Brempong (2002) utilise les données de panel sur les pays africains et dans une méthode de panel dynamique, trouve que la corruption fait décroître directement et indirectement la croissance économique à travers l'investissement faible en capital physique. Ses résultats montrent également qu'une corruption accrue est positivement corrélée avec l'inégalité de revenu.

De tout ce qui précède, l'hypothèse suivante est formulée **H2 : l'interaction inégalité-gouvernance nuit à la croissance économique dans les pays de la CEMAC.**

3. Analyse économétrique à partir des données de panel.

Le modèle qui sera utilisé dans la suite sera d'abord spécifié, ensuite nous définirons les variables du modèle. Enfin la source des données utilisées sera précisée.

3.1. Spécification du modèle

En partant des études de Barro (2000, 2008), Alesina et Rodrik (1994), Forbes (2000), Persson Tabellini (1994) et Naguib (2015) nous avons adopté un modèle de type log-linéaire. La forme fonctionnelle est la suivante :

$$y = f(\text{INV}, \text{OPEN}, \text{INF}, \text{SCOL}, \text{GINI}_1, \text{GOV}_1, \text{GOV_GINI}_1, \text{LnPIBH}_1)$$

Le modèle se présente alors sous la forme suivante (en panel)

$$y_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{INV}_{it} + \beta_2 \text{OPEN}_{it} + \beta_3 \text{INF}_{it} + \beta_4 \text{SCOL}_{it} + \beta_5 \text{GINI}_{it-1} + \beta_6 \text{GOV}_{it-1} + \beta_7 \text{GOVGINI}_{it-1} + \beta_8 \text{Ln}(\text{PIBH})_{it-1} + \alpha_i + \varepsilon_{it}$$

où INV est le taux d'investissement intérieur, OPEN le taux d'ouverture de l'économie, INF le taux d'inflation, SCOL est le taux de scolarisation dans le secondaire, l'indice GINI représente l'inégalité de revenu, GOV est l'indice composite de gouvernance, GOVGINI est l'indice GINI corrigé de la gouvernance, LnPIBH est le logarithme népérien du produit intérieur brut par tête, α_i capte l'effet individuel par pays et ε_{it} est le terme d'erreur. Les indices i et t représentent respectivement le pays et l'année. Les β_i sont les différents coefficients associés aux variables.

3.2. Présentation des variables

La variable endogène et les variables explicatives sont successivement présentées.

3.2.1. La variable à expliquer

La variable endogène ou variable à expliquer est le taux de croissance du PIB réel par tête (y_{it}).

3.2.2. Les variables explicatives

Il y a deux types de variables explicatives : les variables d'intérêt et les variables de contrôle :

▪ Les variables d'intérêt qui sont au nombre de deux :

➤ l'indice de l'inégalité de revenus (GINI)

Mis au point par l'italien Corrado Gini en 1921, c'est l'indice mesurant les inégalités de revenus le plus usuel. Il est logiquement compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, plus la société est inégalitaire, plus il est proche de zéro, plus la société est égalitaire. Dans les pays de la CEMAC l'indice de GINI est généralement plus élevé et permet de regrouper les pays en trois :

- les pays ayant un indice est inférieur à 0,40 : l'inégalité est faible (aucun pays)
- les pays dont l'indice est compris entre 0,40 et 0,50 : l'inégalité est moyenne dans les pays tels que le Cameroun, le Congo, le Gabon et le Tchad
- les pays dont l'indice est supérieur à 0,50 : l'inégalité est élevée en Guinée équatoriale et en RCA

Le signe attendu de l'inégalité de revenu sur la croissance économique est un signe négatif.

➤ Les variables de la gouvernance³

³ Pour une analyse critique de ces indicateurs voir Van de Walle (2005), Peut-on mesurer la qualité des administrations publiques grâce aux indicateurs de gouvernance ? *Revue Française d'administration publique* n° 115, pp. 435-462.

Les variables de la gouvernance sont les indicateurs KKZ (Kaufmann-Kraay-Zoido-Lobaton) de la World Bank Institute. La valeur de chacun des indicateurs varie entre -2,5 (minimum) et +2,5(maximum) : -2,5 signifie mauvaise gouvernance et +2,5 très bonne gouvernance. Ces indicateurs se caractérisent par leur nature agrégée provenant de 25 sources différentes. Les premiers ont été calculés tous les deux ans à partir de 1996 et sont devenus annuels à partir de 2004. Ces indicateurs sont les plus utilisés par de nombreux chercheurs. Le signe attendu dépend de deux bornes : une bonne gouvernance affecte positivement la croissance économique tandis qu'une mauvaise gouvernance aura tendance à l'affaiblir. Ces indicateurs sont au nombre de six : la lutte contre la corruption, l'Etat de droit, la qualité de la réglementation, l'efficacité des pouvoirs publics, la liberté d'expression et responsabilité, la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme.

A partir de ces indicateurs, nous pouvons calculer un indice composite de gouvernance pour chaque pays du panel en fonction du temps.

• **Construction d'un indice composite de gouvernance : GOV**

On peut prendre individuellement les indices de gouvernance ci-dessus tels qu'ils sont définis par Kaufmann et al (2005). Mais nous pouvons également élaborer un indice composite de gouvernance de la manière suivante (calculé annuellement et pour chaque pays) :

$$GOV_{it} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n G_{it}$$

• **Interaction Gouvernance-Inégalité :**

Cette interaction est captée par l'indicateur **GOVGINI** dont le signe attendu est négatif.

- Variables de contrôle : elles sont au nombre de cinq

➤ **le PIBH : Produit Intérieur Brut par habitant**

Le PIB par tête réel est la variable qui traduit le niveau de la richesse dans un pays. Le PIB réel par habitant est une mesure de la production agrégée moyenne par personne d'une économie (Krugman et Wells, 2009). Plus cette variable est élevée, plus il y a de chance de réduire l'inégalité mais ceci ne passe que par une politique distributive. Le signe attendu de son coefficient est ambigu. Un signe négatif signifie qu'il y a convergence entre les économies des pays du panel.

➤ **le taux d'investissement (INV)**

Cette variable est représentée ici par l'indicateur « formation brute du capital fixe » exprimé en pourcentage du PIB. L'investissement est une opération qui consiste à augmenter la capacité de production, soit en modernisant les équipements ou en créant des nouveaux, soit en développant les secteurs de la recherche, de la formation, de l'éducation etc.. Plus d'investissement se traduit par une production plus élevée, donc une croissance plus élevée. La plupart des études mettent en évidence un impact positif de l'investissement en capital physique sur la croissance.

➤ **le taux d'inflation (INF)**

Le taux d'inflation est une variable macroéconomique. C'est une variable qui affecte négativement les revenus fixes, puisqu'elle obère le pouvoir d'achat des détenteurs de ces types de revenus et les pauvres se retrouvent souvent dans cette catégorie. L'inflation, phénomène complexe, a des effets nuisibles qui sont liés au rôle de coordination des prix dans le système économique : elle lance des signaux faussés qui amènent des décisions inadaptées, elle entraîne une distorsion de l'information et altère ainsi la signification des résultats. Certains auteurs ont mis en évidence l'impact de l'inflation sur la croissance (Barro, 1996). Il doit logiquement avoir un signe négatif entre les deux variables.

➤ **Le taux d'ouverture de l'économie (OPEN)**

Le commerce contribue-t-il à améliorer le bien-être de la nation ? A cette question la théorie classique et néoclassique répondent par l'affirmative mais certains auteurs à l'instar de Bhagwati (1956) parle de « croissance appauvrissante » lorsqu'un pays s'ouvre largement sur l'extérieur, cela a tendance à améliorer le bien-être de la nation, mais il se peut que les termes de l'échange se détériorent tellement qu'ils entraînent un déclin net de son bien-être (Bhagwati, 1958 et Bhagwati & Srinivasan, 2002). Nurkse en 1970 affirmait que le commerce international a fonctionné comme un moteur de croissance pour les pays nouvellement industrialisés au XIXème siècle. Déterminer

l'impact théorique favorable du commerce international sur la croissance économique repose sur l'hypothèse que le commerce en favorisant, les échanges de connaissances, permet des retombées positives ((Romer, 1990 et Avallone et Nicolas, 2003). Le signe attendu d'une telle variable est ambigu.

➤ Le taux de scolarisation dans le secondaire (SCOL)

Cet indicateur mesure le niveau du capital humain. Le capital humain se définit comme le stock des capacités humaines économiquement productives, ce stock pouvant s'accroître par des investissements décidés par l'individu ou par la famille (Bernier, 2001). Certains auteurs l'expriment en termes d'années d'études (Barro et Lee, 1996, Kobou 2002). La théorie économique avait pendant longtemps considéré que le capital humain affectait positivement la croissance (Smith, 1776 et Becker 1964) mais d'autres auteurs vont remettre cette hypothèse en cause dans les années 90 (Caselli et al., 1996 et Pritchett 2001).

Certaines faiblesses sont identifiées comme l'utilisation de nombre d'années d'études comme proxy utilisé pour évaluer le stock du capital humain. La théorie de la croissance endogène va mettre en exergue ce concept de capital humain (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Monteils, 2001 et Boccanfuso et al., 2009). Lucas (1988) a construit un modèle de croissance endogène dans lequel il s'intéresse à l'impact du capital humain. Le signe attendu sur le taux de croissance est positif.

Tableau 1: Présentation des signes attendus des variables explicatives

Variables	Mesure ou Indicateurs	Codes	Signe attendu
Investissement	Formation Brute du Capital Fixe % du PIB	INV	+
Ouverture de l'économie	Taux d'ouverture commerciale (X+M) % du PIB	OPEN	+
Inflation	Taux d'inflation annuelle (%)	INF	-
Capital humain	Taux de scolarisation dans le secondaire (%)	SCOL	+
Inégalité de revenu	Indice GINI	GINI	-
Gouvernance	Taux composite de gouvernance (KKZ) (%)	GOV	-
Interaction action inégalité-gouvernance	Indice GOV*GINI (%)	GOVGINI	-
Produit intérieur brut par tête	Produit intérieur brut réel par tête (dollars US)	PIBH	- +

Source : l'auteur à partir de la théorie économique

3.3. Sources des données

Les données proviennent des sources suivantes :

Le produit intérieur brut par tête réel PIBH, l'investissement INV, et le taux d'inflation INF proviennent de *World Development Tables (WDI)* de la Banque Mondiale, le taux d'ouverture OPEN provient de *PWT (Penn World Trade)*, les indicateurs KKZ proviennent de l'Institut de la Banque Mondiale. L'indice GINI provient de *World Income Database, University of Texas Inequality Project (UTIP)*.

4. Principaux résultats des estimations et interprétations

4.1. Estimations à partir du modèle dynamique en panel

Un modèle dynamique est un modèle dans lequel un ou plusieurs retards de la variable dépendante figurent comme variables explicatives (Roodman, 2006 et Kpodar, 2007). Selon ses défenseurs, cette méthode permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. Deux variantes de GMM en panel dynamique existent : l'estimateur GMM en différence première et l'estimateur GMM en système. Mise au point par Arellano et Bond (1991), la première variante consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques pays, et ensuite à instrumenter les variables explicatives de l'équation en première différence par leurs valeurs en niveau d'une période ou plus.

Quant à l'estimateur GMM en système de Blundel et Bond (1998), il combine les équations en première différence avec les équations en niveau dans lesquelles les variables sont instrumentées par leurs premières différences. Les deux auteurs ont montré que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en première différence.

C'est pour ces raisons que nous avons choisi, dans le cadre de ce papier d'utiliser l'estimateur GMM en système en une étape.

4.2. Les tests de validité du modèle

Il existe deux tests de validité du modèle en GMM système : les tests d'Arellano-Bond AR(1) et AR(2) pour les résidus et les tests de Sargan ou de Hansen pour valider le choix des instruments. On constate qu'on n'accepte pas un effet AR(1) (corrélation négative d'ordre 1 des résidus : p-value = 0,519) et on accepte la présence d'un effet AR(2) (absence de corrélation d'ordre 2 des résidus : p-value = 0,000). Le test de Sargan valide le choix des instruments (p-value = 0,271). Nous pouvons affirmer que nos résultats sont robustes.

4.3. Principaux résultats de l'estimation

Le tableau 2 suivant donne les principaux résultats de l'estimation en panel dynamique.

Tableau 2 : Résultats de l'estimation en Système-GMM
Variable dépendante : y (taux de croissance du PIB réel par tête)

Variables	Estimateur de Blundell et Bond (une étape)
y_1	-1,00** (-2,18)
y_2	-0,26 (-0,60)
INV	0,927* (1,69)
OPEN	-0,428 (-1,30)
INF	-0,203 (-0,93)
SCOL	0,467 (0,86)
GINI_1	-4,231*** (-2,91)
GOV_1	210,027*** (3,31)
GOVGINI_1	-128,074*** (-3,32)
LnPIBH_1	-105,508*** (-5,12)
Constante	538,007*** (4,55)
AR(1)	-0,64
p-value	0,519
AR(2)	-4,05
p-value	0,000
Sargan test	6,38
p-value	0,271
Nombre d'observations	144

*** : significatif au seuil de 1%, ** : significatif au seuil de 5%, * : significatif au seuil de 10%.

Les valeurs entre parenthèses sont les t de Student.

L'interprétation concerne d'abord les variables d'intérêt, ensuite les variables de contrôle

4.3.1. Les variables d'intérêt

L'inégalité de revenus (GINI_1) affecte négativement et statistiquement la croissance économique durant la période étudiée au seuil de 1%. Lorsque l'indice GINI est de 1%, la croissance diminue de 4,23%.

Par contre la gouvernance est statistiquement significative au seuil de 1% mais avec un signe positif. Ce qui corrobore plutôt la thèse alternative selon laquelle l'inégalité affecte positivement la croissance économique.

L'interaction inégalité et gouvernance L'interaction inégalité-gouvernance est statistiquement significative à 1%. Son signe est négatif conforme à la théorie. Lorsque l'interaction GOVGINI_1 est de 1%, la croissance économique diminue de plus de 128%.

4.3.2. Les variables de contrôle

Le coefficient du taux d'investissement (INV) est significativement différent de zéro au seuil de 10% avec le signe attendu positif. Ce résultat est conforme à la théorie et signifie que l'investissement exerce un effet positif sur la croissance.

Le produit intérieur brut par tête de l'année antérieure (LnPIBH_1) impacte négativement et significativement le taux de croissance économique dans les pays de la CEMAC au seuil de 1%. Le signe négatif montre bien qu'il y a convergence entre les économies de la zone. Les autres variables de contrôle (ouverture commerciale, l'inflation, le capital humain) ne sont pas statistiquement significatives.

Le coefficient du capital humain (SCOL) n'est pas statistiquement différent de zéro bien qu'il ait le signe attendu. Ceci remet en cause l'une des hypothèses fortes de la théorie de la croissance endogène selon laquelle le capital humain est un facteur déterminant de la croissance économique. Kobou (2002) avait trouvé un résultat similaire pour le Cameroun à la différence que le capital humain était approximé par le nombre d'années d'études contrairement à notre mesure qui est le taux de scolarisation dans le secondaire.

L'ouverture commerciale n'a également aucun impact sur la croissance économique contrairement à ce qu'affirme la théorie classique.

Le taux d'inflation n'exerce aucune influence sur la croissance économique bien qu'il ait le signe escompté. L'analyse empirique montre que l'inégalité de revenus affecte négativement la croissance économique (H1 est validée). Dans le même ordre d'idée l'inégalité de revenus ajustée de la qualité de la gouvernance impacte négativement la croissance économique (H2 est validée). Par contre la gouvernance considérée individuellement impacte positivement la croissance économique dans les pays de la CEMAC au seuil de 1%.

5. Conclusion

La présente étude a pour objet de montrer l'impact de l'inégalité de revenu et de l'interaction de l'inégalité et de la gouvernance sur la croissance économique dans les pays de la CEMAC. L'analyse économétrique en panel dynamique montre que prise isolément, l'inégalité de revenus nuit à la croissance économique. Cette nuisance est accentuée lorsque l'inégalité est ajustée de la qualité de la gouvernance.

L'indice composite de la gouvernance affecte positivement la croissance dans les pays de la CEMAC, ce qui signifie qu'il existe une amélioration de la qualité de la gouvernance en Afrique centrale ? Ce qui contraste avec les données publiées par plusieurs organismes internationaux.

Cependant, certaines variables de contrôle considérées comme moteur de la croissance dans les modèles de la croissance endogène (tel que le capital humain) n'ont aucune influence sur la croissance durant la période d'étude (1990-2015).

Avec la résurgence des inégalités dans les pays développés, la théorie du « trickle down » semble elle-même remise en cause. Un axe futur de recherche devra prendre en compte le développement financier qui constitue par ailleurs un moyen de réduire les inégalités dans un pays donné comme l'ont montré Guillaumont Jeanneney et Kpodar (2008). Etant donné que les pays de la CEMAC sont classés parmi ceux qui sont inégalitaires, les pouvoirs publics devront revoir leurs politiques de redistribution des richesses qui permettront de réduire la pauvreté galopante.

Références bibliographiques

- Acemoglu D. & T. Verdier (1998).** « Property Rights, Corruption and the Allocation of Talent: A General Equilibrium Approach », *Economic Journal*, Vol. 108, pp. 1381-1403.
- Aghion Ph. & P. Bolton (1997).** “A Theory of Trickle-Down Growth and Development”, *The Review of Economic Studies*, Vol. 64, N° 2, April, pp. 151-172.
- Ahou B. K. (2015).** « Gouvernance et croissance économique: une analyse des effets de seuil », *Revue d'Economie théorique et Appliquée*, Vol. 5, N° 2, Déc. pp. 167-194.
- Alesina A. & Rodrik D. (1994).** “Distributive Policies and Economic Growth”, *Quarterly Journal of Economics* 109, pp. 465-490.
- Alhuwalia (1976).** “Inequality, Poverty and Development”, *Journal of Development Economics*, Vol. 3, No. 4, pp. 307-342
- Allègre G. (2015).** “Impact des inégalités sur la croissance: que sait-on vraiment? Une (brève) revue de littérature », *Revue de l'OFCE* 142, pp ; 371-385.
- Amaira B.(2012).** « Gouvernance, libéralisation financière et croissance économique : Aperçu théorique et vérification empirique », *Global Journal of Management and Business Research*, vol. 12(9), June, pp. 44-55.
- Anand S. & Kanbur S.M.R (1993a).** “The Kuznets process and the Inequality-Development Relationship”, *Journal of Development Economics*, 40, pp. 25-40.
- Arellano M. & S. Bond (1991).** Some tests of specification for panel data : Monte Carlo Evidence and application to employment equations, *Review of Economic Studies* 58 : 277-297
- Assa J. (2012),** “Inequality and Growth Re-Examined”, *Technology and Investment “*, vol. 3, 1-6.
- Avallone N. & Nicolas F. (2003).** Théorie de la croissance: les leçons pour les pays en développement. Revue sélective de la littérature théorique et empirique, Document de travail de la CDC N° 2003-75/EI, Septembre, 46 pages.
- Banerjee A.V. & E. Duflo (2003).** “Inequality and Growth: What Can the Data Say?”, *Journal of Economic Growth*, 8, 267-299.
- Barro R. & J. Lee (1996).** « International Measures of Schooling Years and Schooling Quality », *American Economic Review*, Papers and Proceedings, vol. 86 (May), pp.218-223.
- Barro R. J. (1996).** “Democracy and Growth”, *Journal of Economic Growth*, (March) 1: 1-27.
- Barro R. J. (2000),** “Inequality and Growth in a panel of Countries”, *Journal of Economic Growth* 5: 5-32
- Barro R. J. (2008).** “Inequality and Growth Revisited”, *ADB Working Paper Series on Regional Economic Integration* N°11 (January), 14 pages.
- Becker G.S. (1964).** “Human Capital; A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education”, New York, NBER, Chicago.
- Bénabou R. (1996).** *Inequality and Growth*, NBER Macroeconomics annual 11, 11-74.
- Bernier B. (2001).** La pensée économique contemporaine, Dunod, collection Les topos, 116 pages
- Bhagwati J. (1958).** La croissance appauvrissante: note géométrique, in B. Lassudrie-Duchêne Echange international et croissance, *Economica* 1972, pp. 289-295.
- Bhagwati J. & T.N. Srinivasan(2002).** « Trade and Poverty in the Poor Countries”, *American Economic Review*, vol. 92, No. 2, May, pp. 180-185.
- Blundell R. & S. Bond (1998).** Initial Conditions and moment restriction in dynamic panel data models, *Journal of Econometrics* 87: 11-143.
- Boccanfuso D., L. Savard & B. Savy (2009).** Capital humain et croissance : évidences sur données de pays africains, GREDI, *Cahier de recherche/Working Paper* 09-15, 28 pages.
- Buron J.F. (2012).** *Chômage. Réforme des allocations: de la précarité à la pauvreté*, Bruxelles, Vivre ensemble Education.
- Caselli F., G. Esquivel & F. Leport (1996).** “Reopening the Convergence Debate; A New Look at Cross-Country Growth Empirics”; *Journal of Economic Growth*, 1, 363-389.
- Castello-Climent (2010).** “Inequality and Growth in Advanced Economies: An Empirical Investigation”, *Journal of Economic Inequality*, Springer, Vol. 8(3), pp. 293-321, September.
- Cingano F. (2014).** « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 163, OECD Publishing.
- Clarke J. (1992).** More Evidence on Income Distribution and Growth. *Policy Research Working Papers* WPS 1064, The World Bank, 28 pages.

- Clerc L. & H. Kempf (2006).** « Gouvernance et performances macroéconomiques », *Service d'études et de recherche sur la politique monétaire*, Banque de France, 37 pages.
- Cogneau D. & C. Guenard (2002).** « Les inégalités et la croissance : une relation introuvable ? », *Document de travail DT/2002/03*, 26 pages.
- D'Arvisenet Ph. (2015).** « Inégalité et croissance, les enseignements des débats récents », *Conjoncture*, novembre, pp. 3-22.
- Daouda H. (2010).** La dynamique de la croissance est-elle pro-pauvres au Niger? Document de travail, GED LARE-Efi DT/164/2010, 18 pages
- Deaton A. (2013).** *The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality*, Princeton University Press, New Jersey, 360 pages.
- Deininger K. & K. Squire(1996).** « A New Data set Measuring Income Inequality », *World Bank Economic Review*, 10(3): 565-591.
- Dollar D. & Kraay A. (2002).** “Growth is Good for the Poor”, *Journal of Economic Growth*, 7(3), pp. 195-225.
- Easterly W., (2002).** “Inequality does Cause Underdevelopment: New Evidence”, *Center for Global Development Working Paper*, 38 pages
- FMI (2015).** Afrique subsaharienne. Faire face à un environnement qui se dégrade. *Perspectives économiques régionales*, octobre, 123 pages.
- Forbes (2000).** “A Reassessment of the Relationship Between Inequality and Growth”, *The American Economic Review*, Vol. 90, N0 4, September, pp. 869-887.
- Galor O. & Tsiddon D. (1997).** “The Distribution of Human Capital and Economic Growth”, *Journal of Economic Growth*, march, vol. 2(1), pp. 93-124
- Galor O. & Zeira J. (1993).** “Income Distribution and Macroeconomics”, *Review of Economic Studies*, 60
- Garbis I. (2005).** Inequality, Poverty and Growth: Cross-Country Evidence, *IMF Working Paper WP/05/28*, 39 pages
- Guillaumont Jeanneney S. & Kpodar K. (2008).** « Financial Development and Reduction Poverty: Can There Be Benefit Without a Cost ? », *IMF Working Paper WP/08/62*, 38 pages.
- Gupta S., H. Davoodi & R. Alonso-Terme (1998).** « Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty? » *IMF Working Paper n° WP/98/76*.
- Gyimah-Brempong Kwabena (2002).** ‘Corruption, economic growth, and income inequality in Africa’, *Economics of Governance* 3: 183-209
- Habimana O. (2014).** “Inequality and Economic Growth in Sub-Saharan Africa”, *International Journal of Business Management and Economic Research (IJBMER)*, Vol. 5(6); 100-103.
- Huntington S. P. (1968).** *Political Order in Changing Societies*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- Kaldor N. (1956).** “Alternative Theories of Distribution” *Review of Economic Studies*; 23(2), 94-100.
- Kaufmann D. & Kraay A. (2002).** Growth without Governance, *Policy Research Working Paper 2928*, November, 50 pages.
- Kaufmann D., Kraay A. & Mastruzzi M. (2005).** Measuring Governance Using Cross-Country Perceptions Data, *MPRA Paper No 8219* (August), 56 pages.
- Knack S. & P. Keefer ((1996).** Does Inequality harm growth only in democracies? A replication and Extension, *MPRA Paper N0 25043*, September, 9 pages.
- Knowles S. (2001).** Inequality and Economic Growth: The Empirical Relationship Reconsidered in the Light of Comparable Data, *CREDIT Research Paper N° 01.03*, 32 pages.
- Kobou G. (2002).** Les sources de la croissance au Cameroun, *Economie et Gestion. La Revue du LEA, vol.3, No 1, Juillet-Décembre, pp. 53-71.*
- Kpodar K. (2007).** Manuel d'initiation à Stata (Version 8), *Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI)*, Février, 97 pages.
- Krugman P. & Wells (2009).** *Macroéconomie*, de Boeck Supérieur, 2009.
- Kuznets S. (1955).** Economic Growth and Income Inequality, *The American Economic Review*, Vol. XLV, pp.1-28
- Leff N.F. (1964).** “Economic Development through Bureaucratic Corruption”, *The American Behavioral Scientist*, Vol. 82, pp; 337-341.
- Li H. & H. Zou (1998).** Income Inequality is not Harmful for Growth: Theory and Evidence,
- Li H., L Squire & H. Zou (1998),** “Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality”, *The Economic Journal*, 108 (January), pp. 26-43.

- Li Hongyi, Lixin Colin Xu & Heng-fu Zou (2000).** “Corruption, Income Distribution, and Growth”, *Economics and Politics*, Vol. 12, July, p. 155-181.
- Lucas (1988).** “On the Mechanics of Economic Development”, *Journal of Monetary Economics*, n° 22, pp. 3-42.
- Lui F.T. (1985).** “An Equilibrium Queuing Model of Bribering”, *Journal of Political Economy*, Vol. 93, pp. 760-781.
- Mauro P. (1995).** « Corruption and Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 3, pp. 681-712
- Meltzer A. & Richard S. (1981).** “A rational Theory of the Size of Government”, *Journal of Political Economy* 89, 914-927.
- Mo P.H. (2001).** “Corruption and Growth”, *Journal of Comparative Economics*, Vol. 29, N° 1, pp. 66-79.
- Monteils M. (2001).** Le savoir, moteur de la croissance économique : tests empiriques des principaux modèles de la croissance endogène. *Forum de la régulation*, Paris 10-12, 13 pages.
- Morrison C. & Murtin F. (2011).** Inégalité interne des revenus et inégalité mondiale, *FERDI Document de travail P26*, Septembre, 30 pages.
- Murphy K., A. Schleifer & R. W. Wishtny (1991).** “The Allocation of Talent: Implications for Growth”, *Quarterly Journal of Economics*, 106(2): 503-530.
- Naguib C. (2015).** The Relationship between Inequality and GDP Growth: an Empirical Approach, *LIS Working Paper Series* No. 631, February, 49 pages
- Nurkse R. (1961).** *Equilibrium Growth in the World Economy*, Cambridge Mass. Harvard University Press.
- Olson M. (1982).** *The Rise and Decline of Nations*, New Haven Connecticut, Yale University Press, traduit en français sous le titre *Grandeur et décadence des nations. Croissance économique, stagflation et rigidités sociales*; Paris, Bonnel 1983, 353 pages.
- Ostry J., Berg A. & Tsangarides C., (2014).** « Redistribution, Inequality and Growth », *FMI Staff Discussion Papers* 14/02, February.
- Pagano P. (2004).** An empirical investigation of the relationship between inequality and growth, *Working Paper* N° 536, December, 36 pages
- Panizza U. (2002).** Income Inequality and Economic Growth: Evidence from American Data, *Journal of Economic Growth*, Vol. 1, pp. 25-41.
- Papanek G.F. & O. Kyn (1986).** “The Effect on Income Distribution of Development, the Growth Rate and Economic Strategy”, *Journal of Development Economics*, 23, 55-65.
- Partridge M. D. (1997).** Is Inequality Harmful for Growth? Comment, *The American Economic Review*, (December), Vol. 87, N0. 5, pp. 1019-1032.
- Pearson M., M. Forster & M. Mira d’Ercole (2008).** *Croissance et inégalités: distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l’OCDE*, Editions de l’OCDE, Paris.
- Perotti R. (1996).** “Growth, Income Distribution and Democracy: What the Data Say”, *Journal of Economic Growth*, Vol; 1, N° 2, pp. 149-88.
- Persson T. & G. Tabellini (1994).** Is Inequality Harmful for Growth?, *The American Economic Review*, Vol. 84, NO 3, (June) pp. 600-621.
- Piketty T. (2013).** *Le capital au XXIème siècle*, Coll. Les livres du nouveau monde, Paris, Seuil.
- Romer P. (1986).** « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy*, 94, pp. 1002-1037.
- Romer P. (1990).** « Endogenous Technical Change », *Journal of Political Economy*, Vol. 98, n° 5, pp. S71-102.
- Roodman D. (2006).** “How to do xtabond2: an introduction to “difference” and “system” GMM in Stata”, *Center for Global Development Working paper*, n° 103, 51 pages.
- Rose-Akerman (2004).** *Corruption and Government, Causes, Consequences and Reform*, Cambridge University Press
- Rose-Akerman S. (1997).** “Corruption, Inefficiency and Economic Growth”, *Nordic Journal of Political Economy*, Vol. 24, pp; 3-20.
- Stiglitz J. E. (2012).** *Le prix de l’inégalité*, Paris, Les Liens qui libèrent, 510 pages
- Summers (2014).** “U.S. Economic Prospects: Secular Stagnation, Hysteresis, and the Zero Lower Bound”, *Business Economics*, 49, 65-73.
- Van de Walle (2005).** « Peut-on mesurer la qualité des administrations publiques grâce aux indicateurs de gouvernance ? » *Revue Française d’administration publique* n° 115, pp. 435-462.
- Voitchovsky S. (2005).** Does the Profile of Income Inequality Matter for Economic Growth? Distinguishing Between the Effects of Inequality in Different Parts of the Income Distribution, *Journal of Economic Growth*, 10, 273-296.

Annexe 3 : résultats de l'estimation en panel dynamique

```
. xtabond2 y L1.y L2.y INV OPEN INF SCOL GINI_1 GOV_1 GOVGINI_1 LnPIBH_1, gmm(INV, lag(2 4) collapsed) gmm(LnPIBH_1, lag(2
> 5) collapsed) iv(OPEN INF SCOL GINI_1 GOV_1 GOVGINI_1, eq(diff)) small
Favoring speed over space. To switch, type or click on mata: mata set matafavor space, perm.
Warning: Number of instruments may be large relative to number of observations.
```

Dynamic panel-data estimation, one-step system GMM

Group variable: Code	Number of obs	=	144
Time variable : Annes	Number of groups	=	6
Number of instruments = 16	Obs per group: min	=	24
F(10, 133)	=	4.05	avg = 24.00
Prob > F	=	0.000	max = 24

y	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
y					
L1.	-1.000264	.4598375	-2.18	0.031	-1.909805 - .090723
L2.	-.264218	.4439045	-0.60	0.553	-1.142244 .6138079
INV	.9270648	.5485885	1.69	0.093	-.1580221 2.012152
OPEN	-.428915	.3302683	-1.30	0.196	-1.082173 .2243429
INF	-.2035303	.2179339	-0.93	0.352	-.6345951 .2275345
SCOL	.4670783	.5406233	0.86	0.389	-.6022536 1.53641
GINI_1	-4.230608	1.453261	-2.91	0.004	-7.105103 -1.356113
GOV_1	210.0263	63.52318	3.31	0.001	84.37995 335.6727
GOVGINI_1	-128.0745	38.56624	-3.32	0.001	-204.3571 -51.79199
LnPIBH_1	-105.5079	20.60692	-5.12	0.000	-146.2676 -64.74824
_cons	538.0074	118.2749	4.55	0.000	304.0642 771.9505

Instruments for first differences equation

Standard

D. (OPEN INF SCOL GINI_1 GOV_1 GOVGINI_1)

GMM-type (missing=0, separate instruments for each period unless collapsed)

L(2/5).LnPIBH_1 collapsed

L(2/4).INV collapsed

Instruments for levels equation

Standard

_cons

GMM-type (missing=0, separate instruments for each period unless collapsed)

DL.LnPIBH_1 collapsed

DL.INV collapsed

Arellano-Bond test for AR(1) in first differences: z = -0.64 Pr > z = 0.519

Arellano-Bond test for AR(2) in first differences: z = -4.05 Pr > z = 0.000

Sargan test of overid. restrictions: chi2(5) = 6.38 Prob > chi2 = 0.271

(Not robust, but not weakened by many instruments.)